

Mehdi Lahouazi



Professeur des universités
Agrégé des facultés de droit
Université Paris Nanterre
Arbitre & Consultant

Adresse professionnelle

Université Paris Nanterre
Bât. Veil - F 410
200, avenue de la République
92000 NANTERRE
mehdi.lahouazi@parisnanterre.fr

*Contrats publics nationaux et internationaux / Droit public économique / Énergie / modes
alternatifs de règlement des différends*

Français / anglais

CURSUS UNIVERSITAIRE

- 2022** **Lauréat du premier concours national d'agrégation de droit public.**
- 2019** **Qualification aux fonctions de maître de conférences en droit public par le
Conseil national des universités.**
- 2014-2017** **Doctorat en droit public.**
Faculté de droit, Université Jean Moulin Lyon III.
Thèse soutenue le 24 novembre 2017 sur le sujet suivant : « *Le développement des
modes alternatifs de règlement des différends dans les contrats administratifs* » (dir.
M. le Professeur M. Karpenschif).
- 2010-2011** **Master II professionnel « Droit public des affaires » (mention assez bien).**
Institut de droit et d'économie des affaires, Université Jean Moulin Lyon III.
- 2009-2010** **Master I « Droit public des affaires ».**
Institut de droit et d'économie des affaires, Université Jean Moulin Lyon III.
- 2006-2009** **Licence en droit (mention assez bien, bourse au mérite).**
Faculté de droit, Université Jean Monnet, Saint Etienne.
- 2005-2006** **Baccalauréat technologique (Sciences et Technologies Tertiaires), (mention
bien).** Lycée Simone Weil, Saint-Priest-en-Jarez (42).

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

- Depuis 2023** Professeur des universités au sein de l'UFR Droit & Science Politique de l'Université Paris Nanterre.
- Depuis 2019** Enseignant à la faculté de droit de l'Université d'Ain Shams, Caire.
- 2020-2022** Maître de conférences en droit public au sein de l'Institut de préparation l'administration générale de l'Université de Strasbourg.
- 2017-2019** Attaché temporaire d'enseignement et de recherche au sein de la faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon III.

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE

- Enseignements

- Contentieux économiques - Arbitrage international (Master 1 Droit de l'économie, Nanterre, France)
- Droit des contrats publics internationaux (Master 1 Contrats publics, Saint-Etienne, France)
- Séminaires de modes alternatifs de règlement des différends en droit public (Master 2 Droit de l'économie, Nanterre, France)
- Arbitrage commercial international et personnes publiques France / Egypte (Master 2, Droit public des secteurs stratégiques et des affaires, Ain Shams, Egypte)
- Contentieux administratif (IEJ, Sorbonne Paris Nord, France)
- Droit fiscal (Licence, Nanterre, France)
- Finances publiques (Licence, Nanterre, France)

- Direction de thèse

I. Sanga, *La protection des propriétés publiques dans l'arbitrage international*, depuis 2023.

- Participation à des jurys de thèse

L. Murigneux, *Les questions de droit nouvelles devant les juridictions administratives*, dir. S. Hourson, Université Clermont Auvergne, 4 avril 2024 - rapporteur.

- Recherche

Rédaction d'articles et notes de jurisprudence dans des revues nationales et internationales à comité de lecture principalement en droit des contrats publics, concurrence, arbitrage et médiation.

Responsable depuis 2019 de la chronique semestrielle de droit des modes alternatifs de règlement des

différents pour la Semaine Juridique édition Administrations et collectivités territoriales.

Interventions à de nombreuses conférences et colloques nationaux et internationaux en français et en anglais (ex. intervention à la *Turkey Arbitration Week* en 2021).

Direction scientifique d'un colloque sur l'Arbitrage en droit public en octobre 2021 à l'Université de Cergy (avec M. Chambon). Les actes ont été publiés au numéro 2 des Cahiers de l'arbitrage (Lextenso) en 2022.

Direction scientifique d'un colloque sur l'Arbitrage et le droit de l'Union européenne en mars 2024 à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne (avec M. Combet). Les actes seront publiés chez Bruylant.

A. OUVRAGES

Droit public des modes alternatifs de règlement des différends (avec M. Chambon), à paraître en 2025 aux éditions LexisNexis, coll. *Manuels*.

Le développement des modes alternatifs de règlement des différends dans les contrats administratifs, Thèse, dactyl., Lyon III, 2017, 844 p.

B. ENCYCLOPEDIE

Rubriques « **Arbitrage - Arbitrabilité** » et « **Arbitrage - Procédure et sentence** » in *Répertoire du contentieux administratif*, Dalloz, à paraître en 2024.

C. ARTICLES

« **La RSE dans le droit européen de la commande publique - CSR in European Public Procurement Law** », *RDAI / IBJL*, à paraître en 2024.

« **La consolidation du régime des accords amiables en droit administratif** », *Contrats et marchés pub.* 2023, n° 5, étude 5.

« **La protection des droits de l'Homme dans le droit international de la commande publique - The Protection of Human Rights in International Public Procurement Law** », *RDAI / IBJL* 2023, n° 3-4, p. 323

« **Le juge administratif d'appui** », *Cah. arb.* 2022, n° 2, p. 417.

« **L'inapplicabilité du droit des pratiques restrictives de concurrence en matière de contrats administratifs** », *AJDA* 2022, p. 197.

« **Un régime administratif d'ordre public. De la décision *INSERM* et ses suites** » (avec M. Chambon), *AJDA* 2021, p. 1716.

« **La définition de la guerre en droit public français** », *RDP* 2019, p. 321.

« **La régulation de la concurrence au Royaume-Uni après le Brexit : Quelles perspectives ?** », *RLDA* 2020, supplément, n° 158, p. 35.

« **L'arbitrage en matière de marchés publics et de concessions : les apports insuffisants du code de la commande publique** », *Contrats publics* 2019, n° 194, p. 50.

« **Arbitrage et personnes publiques. Retour sur l'article 6 de la loi du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux olympiques et paralympiques de 2024** », *DA* 2018, n° 11, étude 11.

« **Privatisation vs. Nationalisation : Faut-il choisir son camp ? Réflexions à partir d'une comparaison franco-britannique relative au rail** » (avec Prof. A. Antoine), *AJDA* 2018, p. 1758.

« **La réparation du préjudice subi par les acheteurs du fait des pratiques anticoncurrentielles dans les marchés publics : le nouveau régime du *private enforcement*** », *JCP A* 2018, n° 15, 2123.

D. NOTES ET CHRONIQUES

« **Chronique de droit des modes alternatifs de règlement des différends. - Textes et décisions de juillet à décembre 2023** », à paraître au *JCP A* en 2024.

« **The Conseil d'Etat continues to prohibit french public legal entities from entering into arbitration agreements** », note sous *CE 17 oct. 2023, Stés Ryanair e. a.*, n° 465761, à paraître aux *Cahiers de l'arbitrage / The Paris Journal of International Arbitration* en 2024.

« **Le juge administratif français de l'exequatur des décisions juridictionnelles étrangères rendues en matière administrative** » (avec M. Chambon), note sous *CE Sect., 22 déc. 2023, Sté gabonaise d'édition et de communication*, n° 463451, à paraître au *JDI (Clunet)* en 2024.

« **Conseil d'État et inarbitrabilité des différends internationaux des personnes publiques françaises : une obstination de principe mais fragile** », note sous *CE 17 oct. 2023*, , *Stés Ryanair e. a.*, n° 465761, à paraître au *JDI (Clunet)* en 2024).

« **De la confidentialité dans la médiation administrative** », note sous *CE 14 nov. 2023, Sté Grands Travaux de l'Océan Indien e. a.*, avis n° 475648, à paraître à la revue *Droit Administratif* en 2024.

« **Chronique de droit des modes alternatifs de règlement des différends. - Textes et décisions de**

janvier à juin 2023 », *JCP A* 2023, n° 42, chron. 2316.

« **COVID 19, contrat public international et clause attributive de juridiction** » (avec M. Chambon), *note sous CAA Paris 20 27 janv. 2023, Association Bon Sens, n° 22PA02057, JCP A* 2023, n° 36, comm. 2278.

« **Chronique de droit des modes alternatifs de règlement des différends. - Textes et décisions de juillet à décembre 2022** », *JCP A* 2023, n° 11, chron. 2085.

« **Chronique de droit des modes alternatifs de règlement des différends. - Textes et décisions de janvier à juin 2022** », *JCP A* 2023, n° 2, chron. 2007.

« **Inarbitrabilité des litiges internationaux des personnes publiques et procédure d'exequatur devant le juge administratif** », *note sous CAA Bordeaux 20 mars 2022, Stés Ryanair e. a., n° 21BX00596, AJDA* 2022, p. 2541.

« **Chronique de droit des modes alternatifs de règlement des différends. - Textes et décisions de juillet à décembre 2021** », *JCP A* 2022, n° 11, chron. 2082.

« **Chronique de droit des modes alternatifs de règlement des différends. - Textes et décisions de janvier à juin 2021** », *JCP A* 2021, n° 48, chron. 2358.

« **La construction du droit public de l'arbitrage commercial international** », *note sous CE, 20juill. 2021, Stés Tecnimont SpA et TCM FR SA, n° 443342, AJDA* 2021, p. 2455.

« **Les subventions déguisées** » (avec C. Meurant), *note sous CAA Lyon, 6 mai 2021, n° 20LY03401, AJDA* 2021, p. 1925.

« **Chronique de droit des modes alternatifs de règlement des différends. - Textes et décisions de juillet à décembre 2020** », *JCP A* 2021, n° 15, chron. 2112.

« **Le juge administratif et l'exequatur des sentences arbitrales internationales** », *note sous TA Poitiers, 15 déc. 2020, n° 1900262, RFDA* 2021, p. 340.

« **Responsabilité sans faute de l'Etat du fait d'un attroupement et usage du LBD : lorsque le juge administratif se saisit de la question des violences policières** », *note sous TA Lyon, 25 novembre 2020, n°1908886, JCP A* 2021, n° 4, comm. 2034.

« **Chronique de droit des modes alternatifs de règlement des différends. - Textes et décisions de janvier à juin 2020** », *JCP A* 2020, n° 43, chron. 2273.

« **L'application du recours Tarn-et-Garonne aux contrats de transaction** », *note sous CAA Douai, 27 févr. 2020, n° 18DA02505, AJDA* 2020, p. 2032.

« **Chronique de droit des modes alternatifs de règlement des différends. - Textes et décisions de janvier à décembre 2019** », *JCP A* 2020, n° 15, chron. 2113.

« **De l'intérêt d'une rédaction claire et non équivoque des clauses de règlement amiable dans les contrats administratifs**, note sous *CE*, 20 sept. 2019, *Sté Valéor*, 7ème et 2ème ch. réunies, n° 419381, *JCP A* 2019, n° 48, comm. 2382.

« **Non une mauvaise transaction ne vaut pas mieux qu'un bon procès** », note sous *TA Bordeaux*, 19 juill. 2019, *Bordeaux Métropole*, n° 1902219, *AJDA* 2019, p. 2381.

« **L'arbitrage interdisciplinaire (droit privé, droit public, droit de l'Union européenne). – Janvier 2018 – Décembre 2018** » (avec M. Combet), *RLDA* 2019, n° 148, p. 52, spé. p. 55-59 (droit public et droit de l'Union européenne).

« **Aides d'État et garantie illimitée : l'extension de la présomption simple d'avantage concurrentiel aux relations entre un EPIC et ses clients et fournisseurs** », note sous *CJUE*, 5ème Ch., 19 sept. 2018, *Commission européenne c./ France et IFP Énergies Nouvelles*, *RDUE* 2018, n° 4, p. 283.

« **L'arrêt Achméa ou les dissonances entre l'arbitrage d'investissement et le droit de l'Union européenne** », note sous *CJUE*, Gr. Ch., 6 mars 2018, *Slowakische Republik c./ Achmea BV*, aff. C-284/16, *Revue du droit de l'Union européenne* 2018, n° 2, p. 617.

« **Arbitrage international et marchés publics : entre innovation et méfiance de la Cour administrative d'appel de Bordeaux** », note sous *CAA Bordeaux*, 12 juill. 2016, *Syndicat mixte des aéroports de Charente*, 1ère et 2ème ch. réunies, n°13BX02331, *JCP A* 2017, n° 9, 2066.

« **Exequatur d'une sentence arbitrale internationale rendue à l'étranger et relative à un marché public. – Quelle est la place du juge administratif dans l'internationalisation des contrats administratifs**, note sous *Cass. 1ère Civ.*, 8 juill. 2015, *Sté Ryanair e. a.*, n° 13-25.846, *JCP A* 2016, n° 7, 2045.

E. OUVRAGES COLLECTIFS

« **Arbitrage et commande publique en Afrique francophone** », in L. Folliot-Lalliot et M. Aïdara (dir.), *Droit comparé de la commande publique dans l'Afrique francophone*, à paraître chez Larcier en 2024.

« **L'article 18 sur le règlement extrajudiciaire des litiges** », in B. Bertrand (dir.), *Commentaire article par article du Digital Service Act*, à paraître chez Larcier en 2024.

« **Les clauses compromissaires dans les conventions d'exécution du contrat de ville-hôte. Une dérogation inutile** » in S. Boussard, L. Folliot-Lalliot et F. Latty (dir.), *L'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 - Questions de droit public*, à paraître chez Dalloz en 2024.

« **La naissance d'un droit public de l'arbitrage commercial international ou la prise en compte des intérêts publics dans la justice privée** » in M. Chambon, V. Coq et H. Devillers, *Le paradigme de la croissance en droit public*, LexisNexis, 2022, p. 255.

« **Entre appropriation et rejet de l'arbitrage par le juge administratif** », note sous *CAA Lyon, 27déc. 2007, SA Lagarde et Meregnani, n° 03LY01017, Lebon, p. 589*, in C. Chamard-Heim, E. Untermaier-Kerléo, Ch. Testard et C. Meurant (dir.), *Les grands décisions commentées de la jurisprudence administrative lyonnaise*, LexisNexis, 2021, p. 215.

F. COLLOQUES – JOURNEES D'ETUDES - BLOGS

« **Arbitrage commercial et droit européen des aides d'Etat** », intervention lors du colloque Arbitrage et droit de l'Union européenne en mars 2024 à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne (avec M. Combet).

« **RSE et droit européen de la commande publique** », intervention lors du colloque *Contrat international, arbitrage et médiation : vers un principe général de RSE* (dir. M. le Professeur F. Osman), 30 novembre 2023, Université de Franche-Comté.

« **Les clauses compromissaires dans les conventions d'exécution du contrat de ville-hôte. Une dérogation inutile** », intervention lors du colloque *L'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 - Questions de droit public* (dir. S. Boussard, L. Folliot-Lalliot, F. Latty), 17 novembre 2023, Sénat, Université Paris Nanterre.

« **La protection des droits de l'Homme dans le droit international de la commande publique** », intervention lors du colloque *Droit de l'Homme et droit du commerce international. - Du conflit à l'apaisement* (dir. M. le Professeur F. Osman), 1er décembre 2022, Université de Franche-Comté.

« **La naissance d'un droit public de l'arbitrage commercial international ou la prise en compte des intérêts publics dans la justice privée** », intervention lors du colloque *Le paradigme de la croissance en droit public* (dir. M. Chambon, V. Coq et H. Devillers), 31 janvier et 1er février 2022, Université Sorbonne Paris Nord.

« **Le contentieux administratif sans le juge** », intervention lors du colloque *Cohérence et contentieux administratif* (dir. M. le Professeur A. Claeys et J.-V. Maublanc), 9 et 10 décembre 2022, Université de Poitiers.

« **Le juge administratif d'appui** », intervention lors du colloque *Arbitrage et droit public* (dir. M. Chambon et M. Lahouazi), 21 et 22 octobre 2021, Université de Cergy.

« **International commercial arbitration in the energy sector for french public bodies** », intervention lors de la Turkey Arbitration Week, Octobre 2021, Istanbul.

« **Arbitrage, médiation et personnes publiques** », intervention lors du webinaire international *L'articulation entre la médiation et l'arbitrage : concurrence ou complémentarité* (dir. M. le Professeur F. Osman) le 23 septembre 2021.

« **Brexit et droit de la concurrence** », intervention réalisée lors de la journée internationale d'étude sur le *Brexit* (dir. M. le Professeur A. Antoine), 7 décembre 2018, Université Jean Monnet, Saint-Etienne en partenariat avec la Maison Française d'Oxford.

« **Le contrôle de l'État de droit en Europe : à propos des clauses d'exclusion dans les traités fondateurs des organisations internationales** », discutant lors du colloque international *Quel État de droit dans une Europe en crise* (dir. Mme le Professeur M.-L. Basilien Gainche et M. le Professeur E. Carpano), 11 et 12 octobre 2018, Université Jean Moulin Lyon III.

« **L'arbitrage des différends de droit administratif : les oscillations entre procédure extraordinaire et procédure ordinaire** », intervention lors du colloque international *Procédure ordinaire et procédure extraordinaire* (organisé par l'Association Française des Jeunes Historiens du Droit en partenariat avec l'Association des Historiens du Droit de l'Ouest à l'Université Paris II Panthéon-Assas), 23 et 24 juin 2017, Université Paris II Panthéon Assas.

« **Droit des aides d'État et Brexit : de la continuité dans la rupture. À propos de la lettre du Gouvernement du 28 mars 2018** », article pour *L'Observatoire du Brexit* (<https://brexit.hypotheses.org/>), 26 avril 2018.